

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

Ce bulletin poursuit notre travail de recherche sur la langue, l'appartenance ethnique et la confiance à l'égard du vaccin contre la COVID-19 des communautés amazighes en Algérie. Le premier volet a été publié en février 2022.¹

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Nous avons constaté des différences colossales dans le niveau d'informations officielles disponibles en tamazight (langue nationale officielle, quoiqu' uniquement reconnue comme telle depuis relativement peu de temps) par rapport à l'arabe (langue nationale officielle) et au français (qui n'est pas une langue nationale officielle). Ces différences sont examinées dans le premier bulletin et ci-dessous.

Nous avons eu plus de difficultés que ce que nous avions espéré à repérer les contenus publiés par des utilisateurs.rices amazigh.e.s sur les réseaux sociaux, pour les raisons expliquées dans le bulletin. Si les résultats sont donc complexes et non définitifs, ils offrent néanmoins de premières indications sur **l'importance de la langue et de l'appartenance ethnique dans l'utilisation des réseaux sociaux** pour diffuser des informations sur la vaccination et les campagnes pro-vaccination.

Les publications d'utilisateurs.rices de réseaux sociaux identifiables comme amazigh.e.s étaient beaucoup plus susceptibles d'exprimer une absence de confiance dans les vaccins contre la Covid-19 (28 % contre 18 %). Cependant, ces

proportions s'équilibrent lorsque les résultats « faible niveau de confiance » et « absence de confiance » sont additionnés (54 % des publications d'utilisateurs.rices amazigh.e.s expriment un faible degré de confiance ou une absence de confiance, contre 55,5 % des publications générales).

Les raisons des réserves à l'égard du vaccin varient également. Le contenu publié par les individus identifiables comme amazigh.e.s était deux fois moins susceptible de tourner autour de la sûreté des vaccins (15 % contre 32,5 %) et deux fois plus susceptible d'impliquer des théories du complot (25 % contre 13 %), même si les commentaires d'individus identifiables comme amazighs n'indiquaient pas un degré plus élevé de méfiance à l'égard des autorités que ceux des utilisateurs.rices généraux.les des réseaux sociaux.

L'étude a révélé que la méfiance à l'égard des autorités politiques en Algérie était, de manière générale, extrêmement élevée pour tous les groupes, à savoir dans plus de 80 % des commentaires traitant de cette question, soit 42,5 % de l'échantillon total (équivalant à 510 commentaires). Dans les groupes de discussion, une distinction a été établie entre les autorités politiques et les autorités médicales, ces dernières jouissant d'une confiance plus élevée.

Dans certaines zones du sud amazigh, où des systèmes efficaces de gouvernance locale ont été mis en place, notre étude a révélé un degré largement moindre de méfiance à l'égard des autorités politiques (26 % exprimant une méfiance à l'égard du gouvernorat de Ghardaïa,² dans 27 commentaires pertinents (sur 56), contre 79 % pour les Amazigh.e.s tous gouvernorats confondus et 88 % pour les utilisateurs.rices sans marqueur ethnique ou linguistique).

Contrairement aux rapports émanant d'autres contextes africains,³ nos données consolident l'idée qu'en Algérie, la confiance à l'égard des vaccins peut constituer un obstacle plus important à la vaccination que les restrictions d'accès.

Aperçu du travail de recherche

La réalisation de l'étude a été plus difficile que prévu : compte tenu de l'emploi limité du tamazight en ligne, il s'est souvent avéré impossible d'utiliser la langue comme facteur de différenciation. Il a donc fallu se baser sur les noms de famille, les noms de lieux et d'autres éléments de contenu, ce qui a nécessité d'adopter une approche plus manuelle pour analyser les données. Cette étude doit s'entendre comme un travail de courte durée et non exhaustif, conçu pour générer des résultats dans des délais permettant de les exploiter pour la

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

campagne de vaccination en cours. Au début de l'étude (1er novembre 2021), environ 15 % de la population algérienne avait reçu au moins une dose de vaccin ; le 18 mars 2022, ce chiffre était passé à 23 %.⁴

Entre les mois de janvier et mars 2022, Minority Rights Group a mené un travail de recherche complémentaire, basé sur un premier bulletin publié en février 2022,⁵ consistant à surveiller les discours autour de la vaccination contre la Covid-19 sur les réseaux sociaux en Algérie, notamment en ce qui concerne l'accès, la confiance et le taux de vaccination parmi l'ensemble de la population et plus particulièrement au sein des communautés amazighes.

Dans la deuxième phase de l'étude, nous avons renforcé la surveillance de Facebook, menée par l'intermédiaire de CrowdTangle sur un ensemble de données couvrant la période entre janvier 2021 et janvier 2022. Nous avons collecté un échantillon total de 510 commentaires Facebook, dont la teneur a ensuite été analysée sous l'angle : (1) de la confiance à l'égard du vaccin contre la Covid-19, (2) des réserves sur le vaccin, (3) de l'accès aux vaccins et (4) de la méfiance envers les autorités sanitaires et autres autorités gouvernementales concernant l'administration du vaccin et la diffusion d'informations sur celui-ci. Les commentaires ont ensuite été désagrégés pour identifier ceux qui comprenaient un marqueur d'appartenance ethnique amazigh ou de langue tamazight (notamment la langue de la publication et des commentaires, mais aussi les noms, prénoms et autres caractéristiques identitaires).

Les constats tirés des réseaux sociaux ont également été confrontés aux résultats de quatre groupes de discussion menés avec des résident.e.s d'Algérie ou des représentant.e.s de la diaspora algérienne. Quatre sous-groupes spécifiques ont été

sélectionnés dans le cadre de cette étude : les Kabyles (le plus grand groupe amazigh, vivant majoritairement dans le Nord de l'Algérie), les Chaouis (surtout dans l'Est), les Mozabites (surtout dans le centre-sud, observent des traditions religieuses distinctes suivant le courant ibadite) et les femmes amazighes. L'objectif était de mettre en lumière les différences ou discriminations éventuelles dans l'accès aux vaccins contre la Covid-19 et la confiance à leur égard en fonction de la langue, de l'origine ethnique, de la région, du sexe et des conditions socio-économiques. Tou.te.s les participant.e.s aux groupes de discussion ont été sélectionné.e.s sur la base de leurs engagements professionnels : personnel médical, personnel de l'éducation, traducteurs.rices et représentant.e.s de la société civile dont la position leur permettait de commenter la disponibilité des informations et l'accès à la vaccination pour la population amazighe. Au total, 22 personnes (14 hommes, 8 femmes) ont pris part à quatre groupes de discussion. Bien que nous ayons invité un certain nombre de Chaouis et de femmes amazighes de différentes régions, nous avons constaté une plus forte réticence au sein de ces sous-groupes et avons eu un taux de participation nettement plus élevé des Kabyles (17) et des hommes de manière générale (14), ainsi qu'une représentation moindre des Mozabites (4). Les participant.e.s aux groupes de discussion étaient invité.e.s à s'exprimer pour la communauté au sens large avec laquelle ils se trouvaient en contact régulier en Algérie et à ne pas fonder leurs réponses sur leurs seules expériences personnelles.

Nous avons également mené un travail de recherche supplémentaire sur les réseaux sociaux du conseil des Ayaanes de la Wilaya (préfecture) de Ghardaïa (située dans le centre-sud de l'Algérie), représentant le sous-groupe mozabite (ou « M'zab » dans le dialecte local) des Amazigh.e.s afin de garantir des données équilibrées sur la base de l'appartenance ethnique et d'obtenir des conclusions intéressantes des groupes de discussion organisés avec les représentants de cette communauté.

Analyse linguistique et limites

Les Amazigh.e.s sont les habitants autochtones de l'Afrique du Nord et un groupe ethnolinguistique ayant sa propre langue, le tamazight. Ils appartiennent à différents sous-groupes linguistiques au sein du groupe tamazight global. Cependant, de nombreux Amazigh.e.s (en particulier les jeunes et les hommes) d'Algérie utilisent souvent l'arabe et le français, surtout pour communiquer sur les réseaux sociaux. Au départ, nous avions espéré nous appuyer sur la langue pour repérer les publications amazighes sur les réseaux sociaux, mais, comme expliqué ci-après, les Amazigh.e.s qui publient au moins dans une certaine mesure du contenu en tamazight sur les réseaux sociaux ont indiqué passer à une autre langue pour parler de la crise sanitaire. Une proportion moindre de commentaires en ligne pertinents a donc été collectée par rapport à l'arabe et au français.

Parmi les autres facteurs utilisés pour identifier les utilisateurs amazighs figuraient les noms et prénoms, les noms de lieux et le contenu des publications en tant que tel. Si la plupart des Amazigh.e.s ont des noms et prénoms semblables à ceux des autres Algérien.ne.s, certain.e.s font exception et ont donc pu être identifié.e.s selon ce critère. Cette méthode n'a néanmoins pas permis de tou.te.s les identifier, loin de là. Il est possible que l'appartenance au groupe amazigh à travers les noms de lieux ou de régions ne constitue pas un ajustement parfait bien que l'équipe ait été minutieuse et attentive afin d'inclure en utilisant ce critère uniquement les personnes résidentes dans des régions peuplées d'amazigh.e.s au moins à 90%. L'utilisation restreinte du tamazight a été confirmée à la fois par les groupes de discussion et par d'autres témoignages anecdotiques de plusieurs informateurs.rices et participant.e.s amazigh.e.s ayant indiqué une faible utilisation du tamazight dans leurs publications sur les réseaux sociaux et recourir encore moins au tamazight pour parler de la pandémie et de la crise sanitaire.

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

Les raisons les plus fréquemment avancées pour expliquer la faible utilisation du tamazight sont : le manque de consensus sur l'alphabet (latin, arabe ou tifinagh) ; le choix limité d'outils technologiques permettant de l'utiliser sur les réseaux sociaux (par exemple clavier et correcteur automatique) ; la connaissance exclusivement orale du tamazight et l'alphabétisation limitée d'une grande partie de la population ; le faible volume horaire dédié au tamazight à l'école ; et la communication sur les réseaux sociaux impliquant des interlocuteurs.rices arabophones algérien.ne.s qui ne parlent

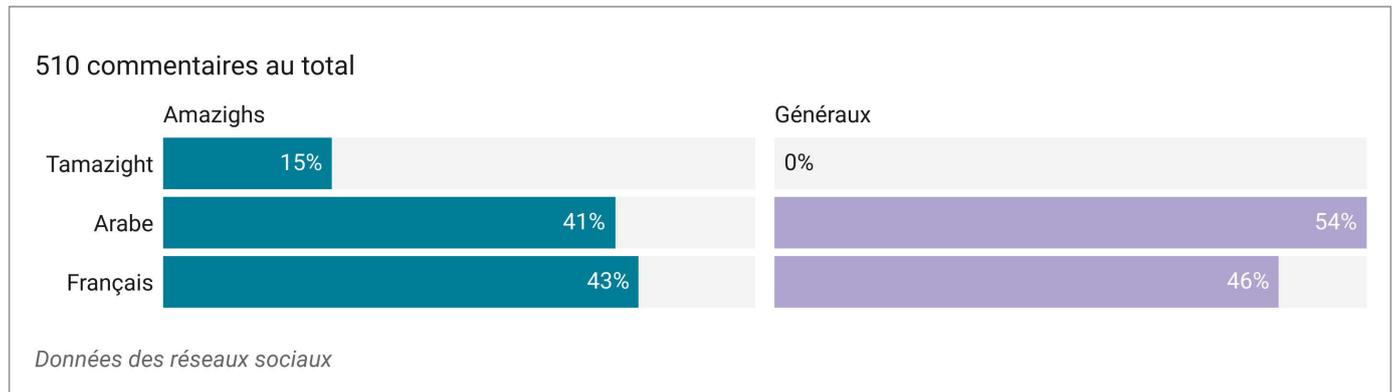
et ne comprennent pas la langue tamazight.

Dans cette étude, 143 commentaires (28 %) sur 510 ont été attribués à un « utilisateur.rice amazigh.e », tandis que 369 (72 %) ont été classés comme « inconnu.e/accès impossible », ce qui, comme expliqué ci-dessus, n'exclut pas la possibilité que certain.e.s utilisateurs.rices soient amazigh.e.s ; cette possibilité n'a simplement pas pu être confirmée. Tout au long de ce bulletin, les deux ensembles de commentaires sont désignés sous les noms « utilisateurs.rices

amazigh.e.s » et « utilisateurs.rices généraux.les ».

D'après les données récoltées, les utilisateurs.rices généraux.les ont tendance à utiliser l'arabe un peu plus fréquemment que le français (54 % des commentaires en arabe contre 45 % en français) par comparaison avec les utilisateurs.rices amazigh.e.s (41,2 % des commentaires en arabe contre 43,3 % en français). Cependant, comme l'indique la figure 1, le français et l'arabe sont beaucoup plus utilisés que le tamazight (15,3 %) chez les utilisateurs amazighs des réseaux sociaux.

Figure 1: Répartition de l'usage de la langue entre utilisateurs amazighs et généraux



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le bulletin précédent traitait de la centralisation et du partage limité de l'information par le gouvernement, de sa lutte contre les fausses informations et de la répression envers la société civile en général et l'activisme amazigh en particulier. Les chercheurs avaient surveillé le site d'informations officiel algérien, Algérie Presse Service (APS), par l'intermédiaire de l'outil d'écoute des réseaux sociaux : celui-ci reste la principale source d'informations sur la Covid-19, mais sans offrir de fonction permettant aux utilisateurs.rices de

commenter les articles. En revanche, les informations sur les vaccins partagées sur ses plateformes de réseaux sociaux recueillent des réactions largement négatives, en particulier durant la période où le vaccin a été présenté pour la première fois au grand public.

Sur l'échantillon total de commentaires pertinents (c'est-à-dire ceux qui mentionnaient le vaccin contre la Covid-19) de l'étude CrowdTangle menée entre janvier 2021 et janvier 2022, 91,5 % étaient liés à des discussions sur la confiance à l'égard du vaccin contre la Covid-19, 88,4 % aux réserves sur le vaccin, 12 % à l'accès aux vaccins et 50 % à la méfiance envers les autorités sanitaires et autres autorités gouvernementales.

Confiance dans la vaccination contre la Covid-19

Sur 510 commentaires recueillis, 466 (91,1 %) concernaient la confiance dans les vaccins contre la Covid-19. Les utilisateurs.rices amazigh.e.s des réseaux sociaux étaient nettement plus susceptibles de ne pas faire confiance à la vaccination contre la Covid-19 (28 % contre 18 %). Ces chiffres sont toutefois partiellement compensés par le fait que les utilisateurs généraux sont plus susceptibles de faire peu confiance à la vaccination (38 % contre 26 %). Ainsi, si l'on additionne les niveaux de confiance faible et nul, le tableau est à peu près équivalent (55,5 % pour les utilisateurs.rices généraux.les contre 54 % pour les utilisateurs.rices amazigh.e.s). Néanmoins, ces données suggèrent que l'«

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

absence de confiance » exprimée par plus d'un quart des utilisateurs.rices amazigh.e.s constitue un obstacle très sérieux pour ceux qui souhaitent renforcer la confiance dans le vaccin contre la Covid-19 dans toute l'Algérie.

Il est intéressant de noter que les utilisateurs.rices amazigh.e.s ont plus souvent fait part d'une confiance sélective envers ou contre des vaccins spécifiques : une plus grande proportion était par exemple opposée aux vaccins produits en

Chine (41 % des utilisateurs.rices amazigh.e.s et 29,3 % des utilisateurs.rices généraux.les) et à AstraZeneca (29 % et 17 % respectivement) (figures 2 et 3).

Figure 2: Répartition des niveaux de confiance entre utilisateurs amazighs et généraux

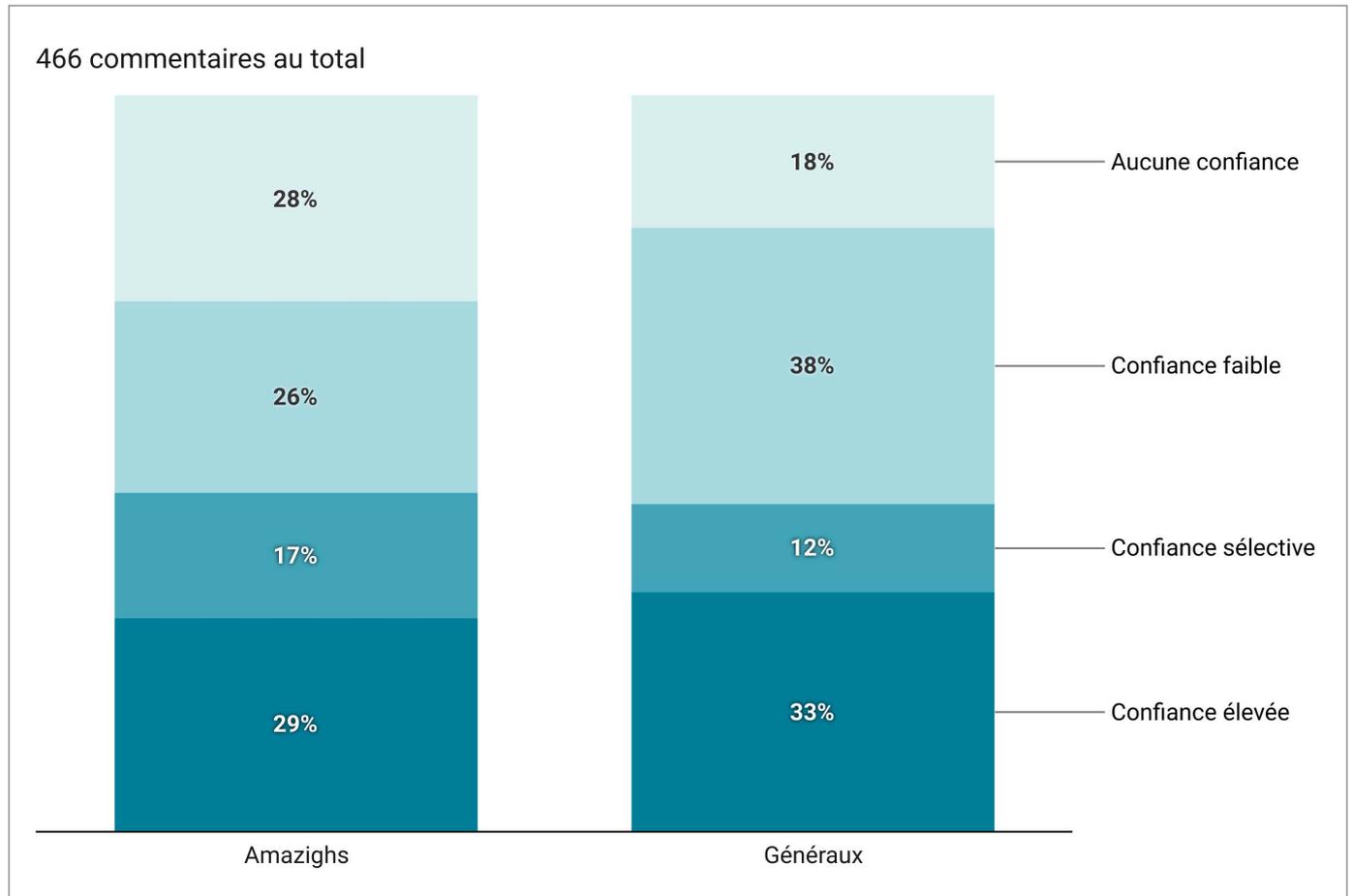
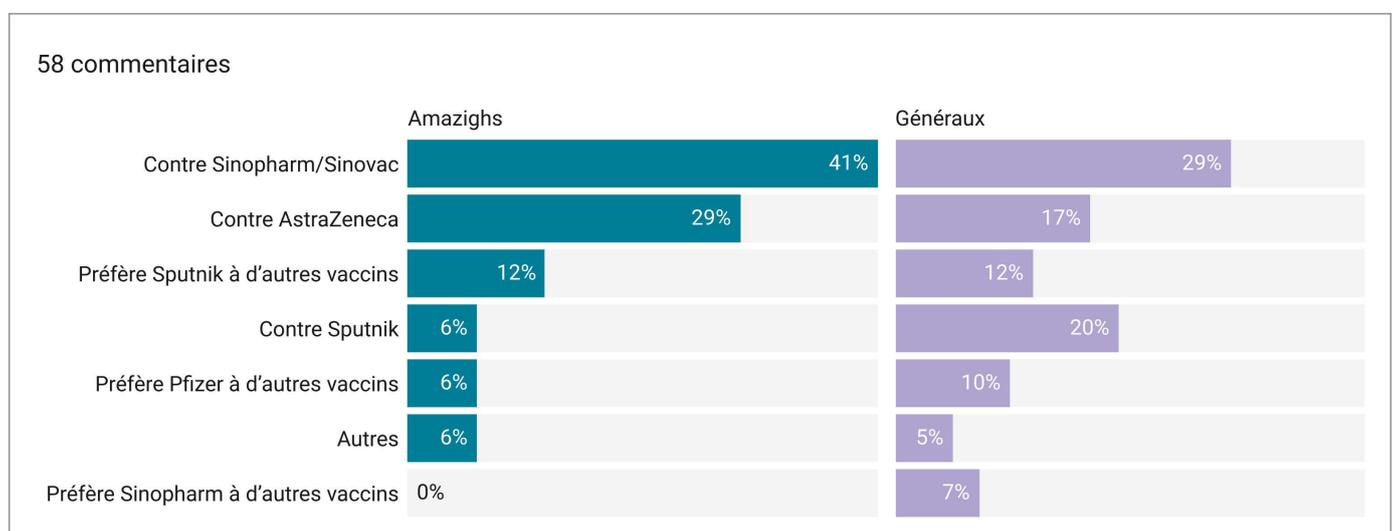


Figure 3: Répartition de l'échantillon « confiance sélective » entre utilisateurs amazighs et généraux



Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

Résultats pertinents (extraits de commentaires)

Traduction du tamazight écrit (M'zab) en arabe :
« Que Dieu ôte l'entêtement de cette nouvelle génération (sous-entendu : qui ne veut pas se faire vacciner) »
Utilisateur de Facebook, Amazigh

Traduction de l'arabe : « Pour davantage répandre la panique et la peur dans la société et pousser les gens à se précipiter aveuglément derrière le leadership des médecins et de l'Organisation mondiale [de la santé] » Utilisateur de Facebook, Amazigh

Dans le cadre des groupes de discussion, la plupart des représentants de la communauté kabyle ont signalé un niveau élevé de confiance dans la campagne de vaccination dans cette région d'Algérie. Les Mozabites et les femmes ont signalé pour leur part un manque de confiance au sein de la population, principalement en raison de la surcharge d'informations circulant sur les réseaux sociaux et de leur côté contradictoire, ainsi qu'un manque de confiance (surtout chez les jeunes) envers le gouvernement. Sur ce dernier point, les informateurs.rices ont souligné une méfiance particulière à l'égard des chiffres officiels fournis par le gouvernement (par exemple concernant le nombre de cas de Covid-19, d'hospitalisations et de décès) ; en revanche, ils.elles gardaient confiance dans

le travail des médecins algérien.ne.s, du personnel médical et des autorités locales, ce qui les encourageait à se faire vacciner.

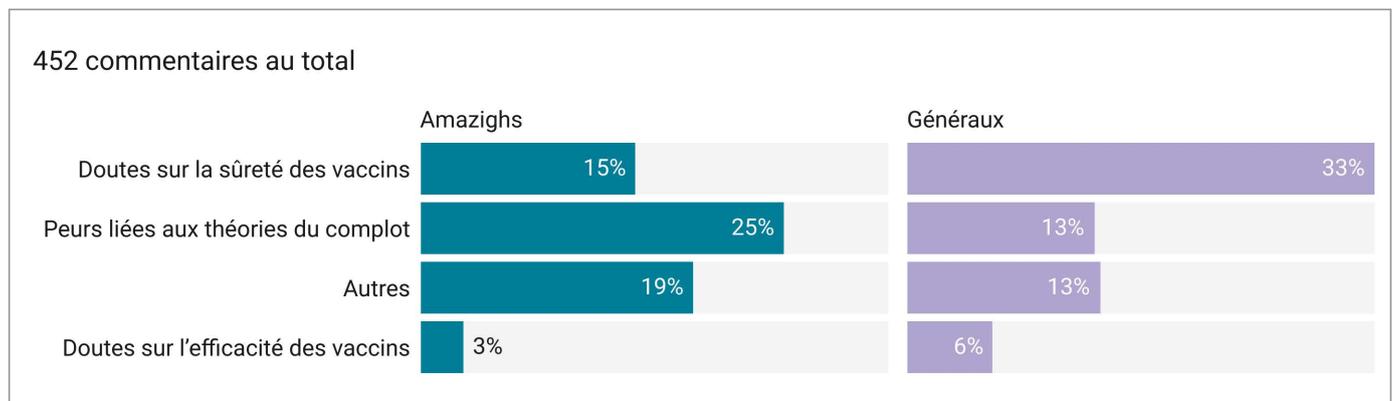
Réserves concernant la vaccination contre la Covid-19

Sur les 510 commentaires recueillis, 420 (88,4 %) relevaient de discussions liées aux réserves sur la vaccination. Plus d'un tiers des commentaires de l'échantillon ne faisaient état d'aucune réserve à l'égard des vaccins contre la Covid-19 (36 %), la plupart de ces commentaires se recoupant avec ceux montrant une confiance élevée dans les vaccins (32 %).

Les réserves les plus courantes dans les deux groupes tenaient aux « doutes sur la sûreté

des vaccins » et aux « peurs liées aux théories du complot », avec des différences significatives entre les utilisateurs.rices amazigh.e.s et les utilisateurs.rices généraux.les. Seuls 15 % des utilisateurs.rices amazigh.e.s des réseaux sociaux indiquaient que les « doutes sur la sûreté des vaccins » étaient leur principale réserve, contre 32,5 % des utilisateurs.rices généraux.les. À l'inverse, les craintes liées aux théories du complot constituaient la principale réserve pour 25,3 % des utilisateurs.rices amazigh.e.s, contre 13 % seulement des utilisateurs.rices généraux.les. D'autres réserves tenaient aux « motifs religieux », à la « confiance dans l'immunité naturelle », à la « liberté de choix » et aux « effets sur la fertilité/le fonctionnement sexuel », chacune à moins de 2 % (figure 4).

Figure 4: Répartition des réserves entre utilisateurs amazighs et généraux



Remarque : l'analyse incluait également la possibilité « aucune réserve », mais celle-ci n'a pas été reprise dans le graphique afin de mettre l'accent sur les réserves en tant que telles.

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

Résultats pertinents (extraits de commentaires)

Traduction de l'arabe :
« Parlez-nous un peu du vaccin. Avez-vous eu la dose du vaccin ou pas encore ? Quelles seront ses complications à l'avenir ? Sera-t-il bénéfique ou négatif ? »
Utilisateur Facebook, Amazigh

Traduction de l'arabe :
« La plupart des pays européens ont rejeté ce type de vaccin [en référence à AstraZeneca] parce qu'il provoque des thromboses »
Utilisateur Facebook, origine ethnique inconnue

Traduction du tamazight :
« D'un côté, vous critiquez l'État, en qui vous n'avez pas confiance... Et de l'autre côté, vous allez vous faire vacciner. Je ne comprends pas, je ne sais pas. Que Dieu guérisse les malades »
Utilisateur Facebook, Amazigh

Accès aux vaccins contre la Covid-19, y compris accès aux informations

La majorité (88 %) des commentaires de la requête Facebook ne contenaient aucune référence à une quelconque facilité d'accès ou à des obstacles dans l'accès aux vaccins et n'ont donc pas pu être évalués. En revanche, ceux qui mentionnaient l'accès à la vaccination exprimaient principalement des inquiétudes sur les aspects suivants : indisponibilité du vaccin dans la région (3,3 %), choix limité de vaccins (2,5 %) ou manque d'informations sur la distribution des vaccins (2,3 %).

Par ailleurs, les participant.e.s à tous les groupes de discussion ont confirmé que, d'après leur expérience, les vaccins étaient généralement disponibles, quoique légèrement moins dans les régions plus reculées. Ils.elles ont en revanche pointé du doigt le manque de campagnes de sensibilisation appropriées, en particulier en tamazight. En ce qui concerne la diffusion d'informations en tamazight sur les chaînes de télévision nationales, les participant.e.s ont signalé un manque d'équité (il n'y a par exemple qu'une seule chaîne de télévision nationale en tamazight contre plusieurs en arabe). Le

manque d'informations en tamazight peut jouer un rôle dans le faible niveau de confiance à l'égard de la campagne de vaccination, ainsi que dans la propagation des théories du complot parmi les communautés amazighes susvisées. Il faut cependant reconnaître que le tamazight a été introduit relativement récemment en tant que langue officielle (2016) et qu'une planification linguistique digne de ce nom, apte à rendre les informations dans cette langue aussi disponibles que dans les langues plus anciennes, demande du temps, des ressources financières et humaines et des compétences techniques. (Ceci étant dit, ces considérations pratiques ne sauraient servir à justifier le retard continu et évitable dans la pleine mise en œuvre de cette décision.)

Sans doute peut-on dégager deux arguments principaux expliquant en quoi la diffusion d'informations en tamazight serait utile dans cette situation. S'il est vrai qu'une proportion importante de la population amazighe a une connaissance pratique du français ou de l'arabe (ou des deux), le tamazight reste important pour informer directement celles et ceux qui ne disposent pas de ces connaissances. Le nombre de personnes qui ne parlent ni français ni arabe est controversé et difficile à déterminer, mais on sait que les femmes âgées et ayant un faible niveau d'instruction (qui risquent déjà d'être socialement laissées pour compte de multiples façons) sont moins susceptibles

de parler ou de lire l'arabe et le français. Ce seraient elles qui bénéficieraient le plus, sur le plan pratique, d'émissions de télévision et de radio en langue tamazight.

En plus de celles-ci, un groupe plus large de locuteurs.rices amazigh.e.s pourraient bénéficier du respect et de la valorisation de leur culture et de leur langue et gagner ainsi en dignité et en égalité avec les autres Algérien.ne.s. Cependant, bien que l'argument selon lequel les locuteurs.rices du tamazight feraient davantage confiance aux émissions en langue tamazight soit valable, il ne semble pas se vérifier dans la pratique, les membres de la communauté amazighe interrogés se montrant sceptiques face aux émissions en tamazight lancées par le gouvernement (cible d'une grande méfiance, voir ci-dessous).

Les participant.e.s aux groupes de discussion ont également indiqué que la langue utilisée sur la chaîne de télévision en tamazight n'était pas adaptée au principal groupe bénéficiaire, au motif qu'elle est souvent trop complexe, mélange plusieurs dialectes et emploie des termes académiques que certaines femmes âgées ayant un faible niveau d'instruction ne peuvent pas comprendre. Les radios locales ont pour leur part déployé d'importants efforts pour diffuser des informations sur la Covid-19 et la campagne de vaccination en tamazight, notamment à Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira et Ghardaïa. Selon les participant.e.s aux

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

groupes de discussion, les associations locales ont également distribué des dépliants, bien que leur utilité ait pu être limitée par le faible niveau d'alphabétisation en tamazight.

Notre travail de recherche précédent sur les pages Facebook de l'APS (français, arabe et tamazight) n'a relevé aucune publication en tamazight. Toutes les publications étaient réparties à peu près équitablement entre le français et l'arabe.

Les femmes ayant assisté aux groupes de discussion ont signalé un manque général d'égalité de genre dans le pays, sans toutefois avoir été témoins de cas de discrimination fondée sur le sexe dans l'accès aux établissements de soins de santé et aux vaccins. Une participante, enseignante de tamazight dans une école publique, a souligné qu'elle avait été

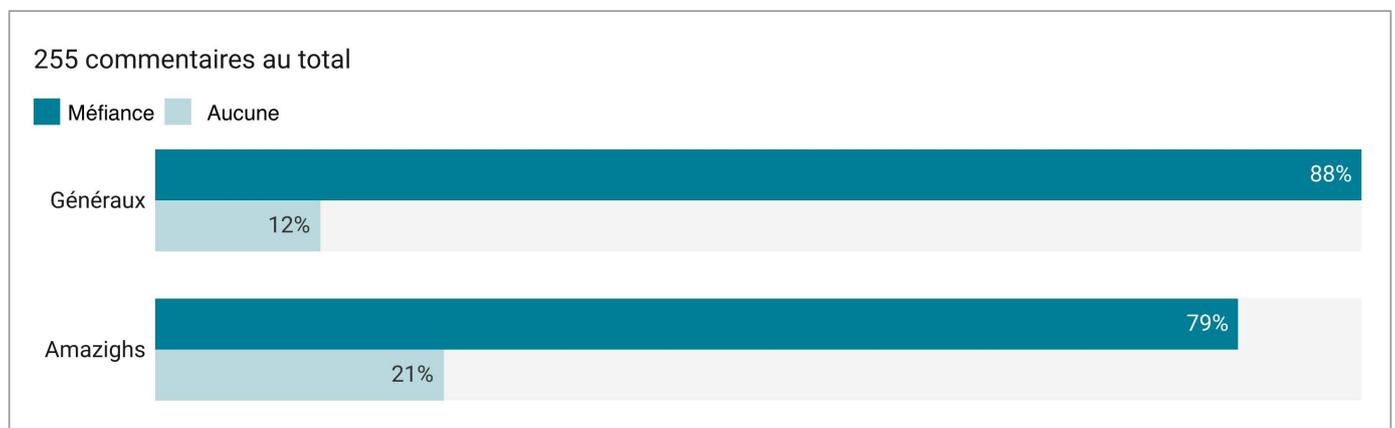
vaccinée directement dans son école (située dans un village reculé à 1 000 mètres d'altitude) et qu'elle avait été exposée à des campagnes de sensibilisation en raison d'un arrêté ministériel rendant la vaccination obligatoire pour les salariés du secteur de l'éducation, où les femmes sont majoritaires. En contradiction avec les conclusions des groupes de discussion, quatre informateurs.rices amazigh.e.s ont rapporté à titre anecdotique qu'il était difficile pour les femmes d'accéder à la vaccination contre la Covid-19. Cependant, bien qu'ils aient tenté d'obtenir plus de détails à ce sujet, les chercheurs n'ont pas été en mesure d'approfondir cette question.

Méfiance à l'égard des autorités

La moitié des commentaires tirés de la surveillance des réseaux sociaux (50 %)

n'indiquaient pas de méfiance particulière envers les autorités. Étonnamment, il est ressorti des commentaires exprimant une telle méfiance (n = 255 commentaires sur 510) que le pourcentage était moins élevé chez les Amazigh.e.s que chez les utilisateurs.rices généraux.les (79 % contre 88 %). Ce constat contraste avec les conclusions des groupes de discussion, ainsi qu'avec la tendance générale du gouvernement à réprimer l'activisme amazigh. Il est possible que les Amazighs ressentent davantage le besoin d'autocensurer leurs déclarations publiques sur les réseaux sociaux concernant le gouvernement que la population algérienne en général. De manière générale toutefois, force est de constater que la méfiance est très répandue dans la société algérienne actuelle, notamment en raison de la réponse du gouvernement au mouvement du Hirak⁷ (figure 5).⁸

Figure 5: Répartition de la méfiance à l'égard des autorités entre utilisateurs amazighs et généraux parmi les commentaires pouvant être évalués concernant la méfiance



Plusieurs participant.e.s au groupe de discussion mené avec les représentant.e.s kabyles ont souligné le contexte sociopolitique particulier de l'Algérie, où une partie importante de la population se montre méfiante envers les autorités et le

discours officiel, en particulier dans leur région. Dans tous les groupes de discussion, les participant.e.s ont indiqué avoir une confiance limitée dans les données officielles partagées par les autorités, dans la manière dont les autorités luttent contre la désinformation ou simplement dans la quantité d'informations partagées. Une différence notable a toutefois émergé dans le groupe de discussion mené avec les représentants

mozabites (M'zab), qui vivent dans une région reculée du Sud de l'Algérie et sont très dépendants d'une structure d'autorité locale : le conseil des Ayaanes de Ghardaïa. En plus de parler un dialecte spécifique de la langue tamazight, les M'zab sont aussi une minorité religieuse qui suit l'école et le courant ibadite des enseignements islamiques. Le conseil a pour rôle de superviser l'application de ces enseignements au sein de la communauté

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

et d'assurer le respect de la culture locale. Composé de chefs religieux, de médecins et d'hommes d'affaires, il est respecté par la communauté et officieusement accepté par l'État. Ses membres ont leurs propres canaux, jouissant d'une visibilité importante au niveau local,⁹ à travers lesquels ils partagent des informations dans le dialecte tamazight local, dont dépendent de nombreux habitants.

Notre étude manuelle sur leurs supports de communication a révélé qu'ils disposaient d'un site web doté d'une cellule de crise sur la Covid-19¹⁰ qui attirait en moyenne 1 000 lecteurs par publication (Ghardaïa compte 93 423 habitants selon le recensement de 2008). Diverses publications sont axées sur la Covid 19, notamment sur l'évolution de la pandémie et sur la sensibilisation, le contenu écrit étant principalement en arabe, tandis que le tamazight est surtout utilisé dans le contenu audiovisuel. Les vidéos partagées dans la section de la cellule de crise Covid-19 incluent souvent des interventions de dignitaires religieux. Un cheikh local très respecté (Mohamed Ben Aissa Said) diffuse par exemple régulièrement des épisodes sur le sujet (sous le titre « Rien à craindre » ; ces vidéos sont cependant diffusées en arabe standard en raison des nombreuses références aux versets du Coran).¹¹ On y trouve aussi des messages de médecins, comme Baba Ali Nourredine Ben Mohamed,¹² qui visent à vulgariser les informations sur les mesures sanitaires en arabe algérien, tamazight et français, ce qui atteste des différents choix de langue opérés en fonction du but de la communication. Sur 510 commentaires analysés, 56 concernaient les sites d'information du conseil des Ayaanes. Sur ces 56 commentaires, un peu moins de la moitié contenaient des éléments nous permettant d'évaluer la confiance dans les autorités (48 %). La plupart faisaient état

d'une confiance à l'égard des autorités locales, pas nationales (36 %) – une différence notable par rapport aux niveaux globaux de confiance envers les autorités nationales analysés ci-dessus. De nombreux travaux ont étudié les corrélations entre la confiance dans les autorités sanitaires et la confiance dans les vaccins contre la Covid-19, l'hypothèse commune étant qu'une confiance plus élevée dans les services sanitaires entraîne logiquement une plus grande confiance dans les campagnes de vaccination et les vaccins, et en particulier une meilleure disposition à examiner la désinformation avec un regard critique.¹³ Les données sur le conseil des Ayaanes contrastent avec ce constat général. Malgré la confiance nettement plus élevée dans les autorités locales (responsables de la distribution locale des vaccins), un tiers des commentaires indiquaient des craintes tirées de théories du complot dans leurs réserves par rapport aux vaccins, un résultat légèrement supérieur et non, comme on pourrait s'y attendre, nettement inférieur au niveau global des Amazigh.e.s.

CONCLUSION

Avant le début de ce projet de recherche, les preuves concernant les différences au niveau de l'accès aux vaccins contre la Covid-19 et de la confiance dans ceux-ci en fonction de l'appartenance et de la langue en Algérie, incluant la population autochtone amazighe, étaient pratiquement sinon totalement inexistantes. Au cours du projet, nous avons mené une surveillance des réseaux sociaux, principalement Facebook, ainsi que de sites web algériens ciblés au moyen de **l'outil d'écoute des réseaux sociaux** et nous avons recueilli des preuves sur les facteurs influençant la confiance à l'égard des vaccins et les taux de vaccination en Algérie.

Notre travail de recherche a démontré que le partage d'informations sur la pandémie et le vaccin contre la Covid-19 dans les langues nationales officielles d'Algérie était très inégal dans les canaux officiels, le français (qui n'est pas une langue

nationale) étant beaucoup plus utilisé dans la communication officielle que le tamazight (une langue nationale officielle), quoique les autorités et les stations de radio locales œuvrent en partie à combler cette lacune.

Nous avons constaté de profondes différences entre les utilisateurs. rices des réseaux sociaux identifiables comme amazigh.e.s et les autres dans les niveaux de confiance vis-à-vis des vaccins, les raisons des réserves à leur égard et les préférences sélectives pour l'un ou l'autre vaccin.

Au niveau de la confiance dans les autorités, les résultats ont révélé des niveaux extrêmement élevés de méfiance à l'égard des autorités politiques nationales. En revanche, l'examen centré sur une autorité locale spécifique (le conseil des Ayaanes de Ghardaïa) a indiqué des niveaux de méfiance beaucoup plus faibles. Malgré les réserves importantes dues aux croyances complotistes, il serait judicieux d'étudier, spécifiquement pour l'Algérie, la valeur ajoutée que l'on tire en organisant les interventions au niveau local ou du gouvernorat plutôt qu'en les qualifiant d'efforts nationaux.

Recommandations

Cette étude montre que **l'appartenance ethnique et la langue** jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de concevoir et de déployer des campagnes d'information sur la vaccination. Une approche unique qui ne tient pas compte de la langue et de l'appartenance ethnique risque donc d'être partiellement inefficace et de laisser des groupes de côté. Le manque d'accessibilité ou les disparités linguistiques dans les soins de santé et en particulier dans les informations factuelles sur les vaccins contribuent au risque que les minorités aient une connaissance moins approfondie de la question et, par conséquent, manquent de faits pour contrer la désinformation. Cette situation peut particulièrement affecter les groupes les plus vulnérables au sein de la communauté autochtone, à savoir les

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie

femmes amazighes âgées ; les jeunes et les hommes sont généralement plus aptes à recevoir des informations dans les deux autres langues utilisées en Algérie (arabe et français), ce qui pourrait également accroître les disparités entre les sexes. Bien que cette étude n'apporte pas de preuve d'une corrélation entre les réserves nourries par certain.e.s Amazigh.e.s et le manque d'informations accessibles en tamazight, nous pouvons conclure qu'un tel déséquilibre dans la représentation linguistique est susceptible de contribuer à la propagation de la désinformation.

Dans le contexte actuel de l'Algérie, nos recherches suggèrent que les efforts nationaux risquent de produire peu de résultats et qu'il serait plus efficace d'investir dans des efforts au niveau local, avec la participation visible de professionnels de la santé bénéficiant de la confiance de la population, de dignitaires religieux et d'autres personnes non associées à la politique nationale, sans quoi les informations risquent d'être largement rejetées ou ignorées à cause d'un degré élevé de méfiance.

- 1 Minority Rights Group (2022) 'Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie, février 2022, disponible ici: <https://minorityrights.org/publications/dive-algeria/>
- 2 L'analyse ici est basée sur l'échantillon recueilli sur la page Facebook du Conseil Aayane. Cet échantillon ne contient que 56 messages et commentaires pertinents, et sur cet échantillon, seuls 27 commentaires concernaient la méfiance envers les autorités.
- 3 Menezes, N.P., et al. (2021) 'What is driving Covid-19 vaccine hesitancy in sub-Saharan Africa?', World Bank, 11 août, disponible ici : <https://blogs.worldbank.org/african/what-driving-covid-19-vaccine-hesitancy-sub-saharan-africa>
- 4 IHME (2022) 'Covid-19 projections: Algeria', available at <https://covid19.healthdata.org/algeria?view=cumulative-deaths&tab=trend>
- 5 Pour les résultats intermédiaires ainsi que le contexte général sur la Covid-19 en Algérie, voir Minority Rights Group (2022) 'Diversity impact on vaccine equal in Algeria', février, disponible sur : <https://minorityrights.org/publications/dive-algeria/>
- 6 Le gouvernement algérien a annoncé le 21 décembre 2020 le lancement de la campagne de vaccination en janvier 2021. Algérie Presse Service, 'Covid-19 : des instructions pour lancer la vaccination dès janvier', 21 décembre 2020. <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/114669-covid-19-le-premier-ministredonne-instruction-de-commencer-la-vaccination-des-janvier>
- 7 Deux ans de manifestations pacifiques connues sous le nom de Hirak (arabe pour « mouvement ») ont commencé en 2019 et ont été provoquées par l'annonce par Abdelaziz Bouteflika de sa candidature à un cinquième mandat présidentiel.
- 8 Algérie Presse Service, 'Coronavirus: Tebboune ordonne l'interdiction de la diffusion de toutes statistiques en dehors du ministère de la Santé', 22 March 2020. <https://www.aps.dz/algerie/103331-coronavirus-tebboune-ordonne-l-interdiction-de-la-diffusion-de-toutes-statistiques-endehors-du-ministere-de-la-sante>
- 9 En mars 2022, ils comptaient plus de 8 000 abonnés sur Facebook, plus de 3 300 sur YouTube et plus de 1 000 sur Instagram.
- 10 Cellule de Crise du Coronavirus - Le site du Conseil Ait Isguen Aayan, aayaneisguen.com
- 11 « Il n'y a pas de peur pour eux, et ils ne pleureront pas », Série : Épisode 1. Le site Web du Conseil Ait Isguen Aayan, aayaneisguen.com
- 12 Conférence en ligne : Coronavirus après la quarantaine, Questions & Réponses.
- 13 "Vaccination and Trust - World Health Organization." World Health Organization, https://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0004/329647/Vaccines-and-trust.PDF and Trust is a core predictor, with distrust in vaccines in general and mistrust in government raising vaccine hesitancy. Vaccines 2021, 9(6), 593; <https://doi.org/10.3390/vaccines9060593>

The logo for Minority Rights Group International, featuring the text "minority rights group international" in white lowercase letters on a solid green rectangular background.

Minority Rights Group International

Minority Rights Group International (MRG) est une organisation non-gouvernementale qui œuvre pour la défense et la promotion des droits des minorités ethniques, religieuses et linguistiques et des peuples autochtones dans le monde, ainsi que pour la coopération et la compréhension entre communautés. Nos activités sont axées sur le plaidoyer international, la formation, la recherche et la sensibilisation. Nous sommes guidés par les besoins exprimés par notre réseau mondial d'organisations partenaires, qui représentent les minorités et les peuples autochtones.

MRG travaille avec plus de 150 partenaires dans plus de 50 pays. Notre conseil d'administration, qui se réunit deux fois par an, compte des membres de 10 pays différents. MRG a un statut consultatif au sein du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et est membre observateur de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR). MRG est enregistré en tant qu'organisation caritative et société à responsabilité limitée par garantie de droit anglais : organisme de bienfaisance enregistré no. 282305, société anonyme no. 1544957.

© Minority Rights Group International 2022

Tous les droits sont réservés

Le matériel de cette publication peut être reproduit à des fins d'enseignement ou pour d'autres fins non commerciales. Aucune partie de celle-ci ne peut être reproduite sous quelque forme que ce soit à des fins commerciales sans l'autorisation expresse préalable des titulaires des droits d'auteur. Pour plus d'informations, veuillez contacter MRG. Une notice catalogue CIP de cette publication est disponible à la British Library.

Publié en mars 2022. **ISBN** 978-1-912938-67-4.

Impact de la diversité sur l'équité en matière de vaccins en Algérie est publié par MRG en tant que contribution à la compréhension par le public de la question qui en fait l'objet. Le texte et les opinions de l'auteur ne représentent pas nécessairement dans tous les détails et tous ses aspects le regard collectif de MRG.